

## Conceptions et valeurs politiques

### Le nationalisme en question

#### *Nations et tiers-monde*

Quand les services secrets organisent un coup de force en Iran en 1953, pour la diplomatie occidentale, il est important de souligner que Mossadegh n'est plus soutenu par le roi de Perse, alors qu'en fait, ce dernier ne gouverne plus, qu'il est en exil, ou qu'il revient d'exil, que Mossadegh a été légitimement élu, et qu'il n'a pas à tenir compte de l'avis du monarque déchu. Les médias occidentaux prétendent même que c'est Mossadegh qui a mis le roi à l'écart, et que le roi est dans son droit quand il organise un coup d'état et fait arrêter Mossadegh. En fait, c'est un coup d'état organisé par les Anglo-Américains. Mais, sauf dans le camp communiste, ça ne suscite pas vraiment de réprobation internationale. Personne ne souhaite se mettre les Anglo-Américains à dos en pleine guerre froide. Les dirigeants savent ce qu'il adviendrait de leur pays.

Les états fonctionnent ainsi. Les grands états vis-à-vis des petits, les forts vis-à-vis des faibles. Les plus faibles d'entre eux peuvent s'appuyer sur les plus forts pour donner du fil à retordre à des états plus puissants.

Il existe encore aujourd'hui des gens, des Iraniens qui sont les descendants des partisans de Mossadegh, d'un Iran égalitaire, aussi bien que démocratique: les Mujahidins du peuple. Mais les O.N.G. elles-mêmes les font passer pour des terroristes. Le parti en exil des mujahidins est sur la liste européenne des organisations terroristes. Réfugiés en Irak, les autorités américaines en Irak ont laissé l'armée irakienne en massacrer une partie.

En Afrique, il est régulièrement recouru à ce genre d'opérations. Plusieurs variantes sont possibles. Récemment, en Côte d'Ivoire, les néocolonialistes n'ont pas hésité à afficher leurs sympathies pour un candidat aux élections présidentielles et à intervenir militairement au vu et au su du reste du monde pour capturer l'autre candidat. Les médias du monde entier avaient auparavant surenchéri à propos du non-respect du scrutin par ledit candidat, le président sortant, Laurent Gbagbo. Si les forces armées françaises sont directement intervenues dans le conflit, c'est toutefois en s'appuyant sur l'interprétation unilatérale d'une succession de faits antérieurs qui prête largement à débat et à discussion.

L'opinion publique fut largement dupe du procédé, même si l'intervention militaire française l'a vaguement agacée. En fait, les circonstances ne sont pas aussi simples à interpréter. Le principal reproche que font les Occidentaux à Laurent Gbagbo, c'est d'avoir ethnicisé la situation intérieure en Côte d'Ivoire à partir de l'année 2002. Mais cette ethnicisation est en réalité antérieure. Elle est même probablement antérieure aux décisions prises par un autre dirigeant ivoirien, Henni Konan Bédié qui avait privé d'éligibilité les candidats aux élections présidentielles non issus de parents ivoiriens. Cette mesure visait principalement l'ancien premier ministre ivoirien du dictateur Houphouët Boigny: Allassane Ouattara. Un recensement avait eu lieu et des cartes d'identité différentes avaient été attribuées aux Ivoiriens et aux personnes d'origine étrangère. Des élections

avaient ensuite eu lieu et Allassane Ouattara n'avait pas non plus pu se faire élire. À cause de l'inconstitutionnalité de ce procédé, H. K. Bédié avait également été écarté, quoiqu'ayant obtenu la majorité des suffrages, et Laurent Gbagbo avait été élu.

Pendant cette période, les troupes françaises stationnées en Côte d'Ivoire sont intervenues à plusieurs reprises pour défendre leur candidat, Allassane Ouattara, et ont, semble-t-il, commis des atrocités, auxquelles Laurent Gbagbo a riposté en faisant des victimes parmi les soldats français, ce à quoi ces derniers avaient encore riposté.

Depuis cette époque, O.N.G., médias et diplomates occidentaux n'ont cessé de stigmatiser Laurent Gbagbo. Ils invoquent l'apartheid à l'ivoirienne.

Mais, bien sûr, nul ne se pose de questions sur l'origine de cet apartheid. Pourquoi en Côte d'Ivoire. Ou, plutôt, pourquoi en Côte d'Ivoire cet apartheid adopte-t-il une allure aussi radicale? En réalité, environ en l'an 2000, sur 15 millions d'habitants, la Côte d'Ivoire comptait 5 millions d'étrangers, dont les trois-quarts sont des réfugiés. La plus grande partie d'entre eux, environ deux millions, sont des Burkinabés. Plusieurs acteurs expliquent cet exode. D'une part, la sécheresse qui règne au Sahel qui suscita une intervention humanitaire massive au cours des années 80. Et d'autre part, la dictature qui règne au Burkina Fasso, mise en place grâce aux services secrets français qui ont fait assassiner Thomas Sankara, qui avait suscité des changements révolutionnaires au Burkina Fasso. Quelle fut la politique menée par son successeur, toujours au pouvoir actuellement, M. Compaoré? En d'autres termes, cet exode massif fut-il suscité en partie par la déceptions, par les remous provoqués par un changement de politique, peu apprécié par la majorité de la population. Autre question, la sécheresse endémique ne fût-elle pas montée en épingle pour dissimuler la reprise en main du Burkina Fasso et de son économie par les néocolonialistes. Au fond, sur certains plans, cette période est aussi intéressante que la précédente, qui a davantage fait l'objet de livres et d'articles. On dirait que le Burkina est entré dans l'oubli après la mort de Thomas Sankara.

On sait que les situations qui donnent lieu à des exodes massifs sont systématiquement exploités par les puissances colonialistes, ou plutôt néocolonialistes. Dans ce cas-ci, cet exode aura servi à limiter les problèmes au Burkina, et donc, à éviter qu'on en parle, qu'on fasse un lien entre le coup d'état et la famine. Mais il aura aussi servi à préparer des interventions en Côte d'Ivoire, sinon suscité des conflits dans d'autres pays d'Afrique occidentale.<sup>1</sup>

Bien entendu, lorsqu'un pays africain doit accueillir autant de réfugiés que la moitié du chiffre de sa population, pour les médias les plus puissants, cela ne change rien à l'opinion assez formelle dont ils font état au sujet de la xénophobie. Au contraire, c'est l'occasion d'en faire état. Toute xénophobie serait subitement mal venue. Les O.N.G. en remettent une couche, sinon dans le mauvais sens, mais de manière inappropriée. Comme par hasard, les médias ont perdu de vue les causes, et n'ont jamais paru se rendre compte de certaines des conséquences de cette immigration massive. Les Burkinabés sont des Ivoiriens. Il est hors de question de se mettre à spéculer sur le fait que la présence massive de réfugiés burkinabés et d'immigrés d'origine burkinabé en Côte d'Ivoire confère à un candidat d'origine et même de nationalité burkinabée, un avantage exorbitant en cas d'élections, vu la multitude d'ethnies, de groupes et de sous-groupes vivant originellement en Côte d'Ivoire. Si l'on analyse la situation, les dirigeants ivoiriens tellement critiqués avaient appliqué aux ressortissants étrangers une partie seulement des dispositions que leur appliquent en général l'Europe ou les États-Unis. Mais, dans ce cas-ci surtout, il est beaucoup plus facile de critiquer des dirigeants, que de se demander comment ils pourraient tenter de gérer une telle situation, qui place d'emblée le pouvoir dans les mains de réfugiés et même d'étrangers. Les puissances occidentales n'ont bien sûr pas tenu compte de toutes ces circonstances. Discrediter un dirigeant en guerre contre l'oppression néo-coloniale et la dictature en général, représente une véritable aubaine pour elles, comme pour les

---

<sup>1</sup> Lire notamment à ce sujet l'intéressant article de François Barro, paru en mars 2003, intitulé Quand la crise ivoirienne sert le pouvoir burkinabé ([http://www.cyberscopie.info/pages/art\\_decryp/art13\\_decryp.html](http://www.cyberscopie.info/pages/art_decryp/art13_decryp.html))

dites organisations humanitaires.

Que signifie le nationalisme? Quel fondement lui conférer dans une situation comme celle-ci? Avec l'aide de la France et des troupes françaises, et ensuite de l'O.N.U., Allassane Ouattara est entré en rébellion contre le régime d'Abidjan et ses soldats ont militairement occupé une partie du pays pendant des années. Peut-on réellement parler d'une rébellion? Ne doit-on pas plutôt parler d'une agression?

Pourtant, en désespoir de cause, en 2010, pour tenter, dirait-on, de mettre fin au conflit, des élections furent organisées et la candidature d'Allassane Ouattara fut acceptée. Dans les zones occupées par ses troupes, le scrutin n'avait même pas besoin d'être trafiqué pour conférer à ce dernier la majorité. Comment analyser une situation de ce type? En apiculture, quand un essaim se rend maître des réserves de nourriture d'une autre ruche, on parle d'un pillage.

Quelle solution choisit Laurent Gbagbo? L'instance supérieure d'arbitrage pour les élections invalida l'élection dans la région du Nord-Est où vit la majorité des réfugiés burkinabés, et, au lieu de décider de procéder à de nouvelles élections, ce qui aurait du reste causé les mêmes difficultés, elle proclama Laurent Gbagbo président. Ce fut cette procédure que contestèrent évidemment les puissances néocolonialistes. Comme au bon vieux temps de la colonisation, l'O.N.U. et les troupes françaises intervinrent militairement et arrêtaient même Laurent Gbagbo. Ces instances invoquent le caractère raciste de sa politique. Et, l'illégalité, qui semble cependant étayée, de l'attitude du conseil supérieur chargé du contrôle de la validité du processus électoral.

Lorsque des étrangers immigreront au compte-goutte dans un pays, qu'ils représentent à peine un dixième de la population, et qu'ils sont de multiple origines, leur mise à l'écart est jugée normale. Lorsqu'ils émigrent par millions, ils sont soutenus par des grandes puissances militaires, et c'est la mise à l'écart de la population originaire qui est jugée normale.

Ce conflit et sa solution pose question en ce qui concerne le nationalisme. Quel fondement conférer au nationalisme? Au fond, quand un gouvernement adopte des dispositions qui déplaisent à un autre, il suffirait à ce dernier de provoquer un afflux massif d'émigrés dans le pays du premier gouvernement pour l'obliger à changer d'avis, ce qui, en Afrique, reste une chose assez aisée à provoquer. Le Burkina Faso, dont sont originaires la plupart des rebelles, est un des pays les plus pauvres d'Afrique. Ces rebelles, je le répète, font davantage songer à une armée d'invasion, se mêlant discrètement à la population locale, avec le concours de quelques grandes puissances, qu'à des rebelles.

Au lieu de relever que l'exercice de la démocratie dans ce cas de figure relève de l'absurde, Laurent Gbagbo a été stigmatisé. Je dirais qu'on a trouvé une raison de le faire. Les organisations humanitaires et les militants des droits de l'homme ont mis l'accent sur les exactions commises par les Ivoiriens comme sur celles qui furent commises par les troupes d'Allassane Ouattara, mais avaient depuis longtemps opté pour ce dernier.

Si l'on réfléchit, il existe d'autres situations où le racisme est invoqué pour défendre le bien-fondé d'agressions et de dominations extérieures, et couvrir le pillage économique qui en résulte. Car bien sûr, c'est le pillage de ressources naturelles abondantes qui motivent les grandes puissances interventionnistes.

Les masses sont désinformées, des mensonges sont fabriqués de toutes pièces. La soi-disant objectivité de la presse est considérée comme un critère. Les dés sont pipés et malgré une connaissance approfondie des faits, personne ne s'en aperçoit jamais. Bourgeoisie ou élite donnent le ton. Les pires points de vue font fureur. Il n'est jamais envisageable de faire machine arrière.

C'est ainsi également que la Yougoslavie a éclaté. Lorsque la Croatie a revendiqué son indépendance, cette dernière fut immédiatement reconnue par plusieurs grandes puissances, et les Croates furent militairement soutenus par ces dernières. Les Serbes furent accusés de racisme, de sorte que Bosnie et Kosovo sont désormais occupés par des troupes internationales, en fait comme

l'Afghanistan, la Libye, l'Irak, et bien d'autres.

Le même genre de situation a cours au Congo depuis des décennies. Là aussi, O.N.G., et organisations diverses stigmatisent généralement l'état congolais ou les dirigeants congolais et couvrent en réalité une invasion et une occupation militaire étrangère dans le seul but de faciliter le pillage des ressources naturelles. Elles accusent de racisme les victimes elles-mêmes d'une forme de racisme.

Une propagande à la fois souterraine, subliminale et officielle casse constamment du sucre sur le gouvernement congolais, sur l'armée congolaise, une propagande qui se donne des airs de provenir de multiples sources. Même les milieux activistes adhèrent à ce point de vue.

Une nouvelle guerre entre souverainistes (nationalistes) et opportunistes pourrait éclater au Congo dans les prochaines années. C'est toujours le même schéma qui prédomine.

Pour briser le courant nationaliste qui s'oppose depuis 50 ans à son appétit de domination, le capital monopoliste mondial voudrait séparer le pays en deux zones d'influence distinctes et mène une campagne acharnée pour y parvenir. En militant de manière systématique pour les droits de l'homme à l'Est du Congo, les O.N.G. jouent un rôle ambigu, car leurs a priori ne sont pas toujours cohérents. En critiquant principalement le gouvernement congolais, elles ne semblent pas réellement objectives, elles ont même tendance à escamoter une agression, et même une invasion extrêmement lucrative. En effet, elles ne font pas systématiquement état des pillages et de l'exploitation qui génèrent les exactions qu'elles condamnent de manière souvent simpliste. En réalité, elles ont permis que la guerre, et surtout les pillages, durent pendant quinze ans. Elles jouent également un rôle clef en empêchant l'armée congolaise ou une autre de gagner la guerre, ou de la perdre, ce qui modifierait forcément le point de vue des autres puissances sur la situation qui règne au Congo.

La bourgeoisie congolaise opportuniste, parasitaire, s'appuie sur l'une ou l'autre puissance néocoloniale et ne pourra qu'adhérer au plan de partage du Congo, déjà effectif pour certaines grandes puissances qui tirent parti du pillage en cours. La prochaine tentative de sécession organisée par les grandes puissances pourrait bien être la bonne. Il s'agirait de la troisième. Le Congo lui-même pourrait bien tomber comme un fruit mûr. Il existe en Afrique, comme le disait le Che, une étroite frange embourgeoisée de la population qui sert de tête de pont au capital monopoliste mondial.<sup>2</sup> En fait, cet opportunisme existe partout. Au Congo, cette bourgeoisie a été écartée du pouvoir par Laurent-Désiré Kabila. Elle n'attend que l'occasion de le reprendre, alors qu'elle n'est pas capable de l'assumer.

L'instrumentation des droits de l'homme est systématique. Les peuples du tiers-monde doivent continuer à sembler immatures et inférieurs, et, pour cela, le nationalisme, mais uniquement lorsqu'il a un caractère quelque peu fondé, est la première cible des critiques. Lorsqu'il sert à faire éclater des peuples, des entités, livrant leurs ressources sans intermédiaire aux transnationales, aux nations pillardes, il paraît toujours justifié.

Que doit faire un gouvernement africain? Doit-il recenser la population? Peut-il promouvoir d'autres règles?

Comment fonder la citoyenneté? Peut-on faire des citoyens des égaux? Comment fonder cette égalité? En fait, l'égalité n'est-elle pas un principe supérieur en ce sens au principe de citoyenneté?

---

<sup>2</sup> Voir Ernesto Che Guevara, *Apuntes criticos*, pp. 92-93 (référence trouvée dans *Le Testament du Che*, de Jean Vogel (éditions Aden, 2008).